



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

**DCPPAT – BICUPE – SIC – TB – 2025 – I – 215**

Installations classées pour la protection de l'environnement

-----  
Commune de Sailly-sur-la-Lys

-----  
Société SITRA FRANCE  
-----

**Arrêté du**

**28 OCT. 2025**

portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté d'autorisation n° CT/BT/N°91-211 du 8 novembre 1991 autorisant la Société SITRA FRANCE à exploiter rue de la Lys sur le territoire de la commune de SAILLY-SUR-LA-LYS, une installation de lavage de citernes routières ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 28 août 2025 suite à la visite du 20 août 2025 ;

Vu la transmission du rapport à l'exploitant le 29 août 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 20 août 2025, l'inspection de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions de l'article 3.4.3 (stockage de produits chimiques sans rétention) de l'arrêté d'autorisation du 8 novembre 1991 ;
2. Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SITRA FRANCE de respecter les prescriptions de l'article précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société SITRA FRANCE est mise en demeure, pour son établissement situé rue de la Lys – 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS, de respecter, dans le délai d'un mois, les prescriptions de l'article 3.4.3 de l'arrêté d'autorisation du 08 novembre 1991 suivantes :

« Tous les stockages de produits chimiques (soude, acide utilisés en station d'épuration, produits de lavage et de rinçage, détergents, produits désinfectants...) seront placés en cuvettes de rétention répondant aux caractéristiques de l'article 3.4.4. »

Le délai s'entend à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille [5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex] dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

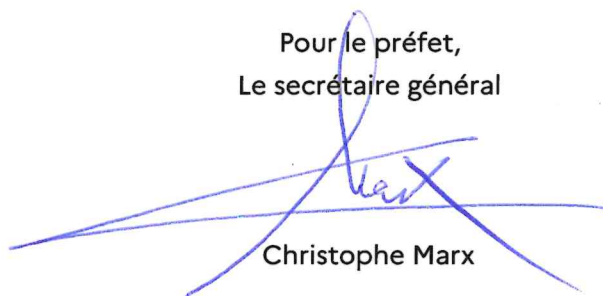
Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de BÉTHUNE et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SITRA FRANCE, dont une copie sera transmise en mairie de SAILLY-SUR-LA-LYS.

À Arras

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



Christophe Marx

Copie à :

- la société SITRA FRANCE
- la sous-préfecture de BÉTHUNE
- la mairie de SAILLY-SUR-LA-LYS
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD de l'Artois

